TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

"JE NE PENSE PAS QUE LE PRÉSIDENT TRUMP PARVIENNE À INVERSER LA TENDANCE"

https://www.pepr-spleen.fr/2025/06/05/lindustrie-chinoise-vers-un-objectif-de-reduction-des-emissions-de-co2/

© TAO LIANG/XINHUA/REA

Si les émissions mondiales de CO_2 ont encore augmenté de 0,7 % au premier trimestre 2025, par rapport à 2024, pour la première fois, celles de la Chine – premier émetteur mondial – ont reculé de 1,6 %. L'Empire du Milieu investit massivement dans les énergies éoliennes et solaires, comme cette base photovoltaïque d'un million de kilowatts dans la province du Guizhou.

Dix ans après l'Accord de Paris, les énergies fossiles reculent-elles enfin ? Entre signaux positifs, reculs et inerties persistantes, les experts Nicolas Goldberg* et Cédric Philibert** livrent leur état des lieux, avant la COP30 qui se tiendra à Belém du 10 au 21 novembre. PAR RIVA BRINET-SPIESSER

SVHS : ***Les engagements pris depuis l'Accord de Paris il y a dix ans ont-ils fait baisser les émissions de gaz à effet de serre et réduit notre dépendance aux énergies fossiles ?***

Nicolas Goldberg : À l'échelle mondiale, la décroissance de la consommation des combustibles fossiles n'est pas encore perceptible. Mais les dynamiques sont différentes selon les zones géographiques et les types d'énergie et l'on observe des signaux encourageants.

Cédric Philibert : L'année 2024 a été charnière. La Chine, qui tire la croissance mondiale des énergies fossiles, a pour la première fois diminué sa consommation de charbon, qui sert à produire l'électricité dans ses centrales. Et cela devrait continuer, pour deux raisons. D'abord, la fourniture d'électricité par les énergies renouvelables ne cesse de s'accélérer. En 2005, on installait dans le monde 1 000 mégawatts d'énergie solaire par an. En 2023, on l'a fait chaque jour, et la moitié des 440 gigawatts fournis l'an dernier l'ont été en Chine ! Ensuite, le pays fait face à une crise immobilière majeure, ce qui fait décroître les besoins en charbon, utilisé pour la fabrication de ciment et d'acier.

N.G. : La Chine est effectivement en mouvement, la consommation en charbon des États-Unis ralentit, celle de l'Europe est en chute libre. Mais pour être neutre en carbone dans un délai raisonnable, il nous faut aller encore plus vite.

SVHS : ***Les tendances sont-elles aussi bonnes pour les deux autres énergies fossiles, le gaz naturel et le pétrole ?***

N.G. : Leur avenir est bien plus incertain. Pour le gaz, qui sert principalement à la production de chaleur domestique et industrielle, nous faisons face à une difficulté : nous manquons d'alternatives à des prix raisonnables. Les usines sont peu enclines à passer à des technologies électrifiées qui coûtent plus cher que celles utilisées jusque-là avec du gaz. Le biométhane, alternative durable, progresse, mais son développement est, là aussi, freiné par son prix. Je crains que l'on soit encore loin du pic de consommation en ce qui concerne le gaz. Pour le pétrole, on devrait tendre vers un plateau. Ce fossile est l'énergie qui sert avant tout aux déplacements. Or aujourd'hui, il n'existe quasiment pas d'alternative pour

le transport aérien. Sur la mobilité légère, l'électrification progresse, mais pas suffisamment pour supplanter l'usage des combustibles fossiles.

C.P. : Il y a, malgré tout, des signes encourageants quant à l'essor des voitures électriques. Elles représentent une voiture sur deux en Chine, contre une sur cinq en France. Mais nos prix sont à la baisse et de nouvelles mesures vont inciter les entreprises à équiper leur flotte de "vraies" voitures électriques, plutôt que de modèles hybrides. Ces voitures vont ensuite doper le marché de l'occasion pour les particuliers.

SVHS : ***Les énergies renouvelables, éoliennes et solaires, sont en croissance. Mais viennent-elles réellement se substituer aux énergies fossiles, ou simplement s'ajouter pour faire face à une demande toujours croissante ?***

N.G. : Je m'inscris en faux contre cette théorie de l'immobilisme selon laquelle les énergies s'additionnent. Je fais même le pari que, d'ici quelques années, en raison de l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, on aura une décroissance stricte des combustibles fossiles, tirée par la décrue du charbon. Cette substitution est certes encore difficile à mesurer au niveau mondial, mais nous avons de multiples exemples à des échelles nationales, voire plus locales. On voit, par exemple, que les villes qui ont développé les transports en commun arrivent à substituer les trajets en voiture.

C.P. : Certains chiffres sont vraiment très parlants. La croissance mondiale des émissions de dioxyde de carbone est inférieure à 1 % par an, alors que, dans le même temps, la consommation d'énergie et d'électricité croît de plus de 3 %. C'est bien qu'une bonne partie est assurée par les renouvelables.

SVHS : ***Donald Trump a suspendu, par décret, les fermetures de centrales à charbon. Pour le pétrole et le gaz, il compte renforcer la prospection et la production. Cela signe-t-il le retour des énergies fossiles ?***

N.G. : Les énergies fossiles pourraient décroître moins vite que prévu. Mais je ne pense pas que le président Trump parvienne à inverser la tendance, pour une raison très pragmatique : celle des prix. L'énergie renouvelable est à un tarif très accessible, notamment grâce à ces champs d'éoliennes géantes, implantées au Texas sans contrainte d'occupation des sols. Les combustibles fossiles, eux, sont aujourd'hui beaucoup plus chers qu'il y a vingt ans.

C.P. : Sans compter que ce revirement de la politique américaine pourrait s'accompagner encore d'une hausse des prix du pétrole. Les champs pétroliers sont en déclin et leurs réserves fléchissent. Si la production de pétrole baisse plus vite que la demande, les prix risquent d'augmenter fortement. Ce qui inquiète les pays importateurs de pétrole et pousse l'Agence internationale de l'énergie à nuancer sa position, prise il y a cinq ans, de ne plus investir dans l'extraction pétrolière.

SVHS : ***À quels risques sommes-nous exposés si nous n'arrivons pas à réduire notre dépendance aux énergies fossiles ?***

N.G. : Au-delà des enjeux climatiques, il y a des questions de souveraineté et de risques économiques pour l'Europe. Il faut décarboner pour reprendre notre destin en main et ne plus être les vassaux de la Russie, des États-Unis ou des pays du Golfe *[les principaux producteurs de pétrole, NDLR]*. Car la crise énergétique de 2022 *[suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, NDLR]* nous a montré qu'on était pris dans les griffes de quelques producteurs et que changer de fournisseur ne s'organise pas du jour au lendemain.

**Nicolas Goldberg est associé du cabinet de conseil Colombus Consulting et responsable du pôle énergie du think tank Terra Nova.*

***Cédric Philibert, chercheur associé au Centre énergie et climat de l'Institut français des relations internationales (Ifri) et ancien membre de l'AIE.*

Des éoliennes déploient leurs pales le long de la route 176, au Texas. En libéralisant, dans les années 1990, le marché de l'électricité dans cet État aujourd'hui pro-Trump, George W. Bush a amorcé le développement des énergies renouvelables.

> *« En 2005, on installait 1 000 mégawatts d'énergie solaire par an. En 2023, on l'a fait chaque jour »*

ÉNERGIES RENOUVELABLES, UN ESSOR CONSTANT

NOVEMBRE 2016
Entrée en vigueur de l'Accord de Paris: début d'une mobilisation internationale pour la sortie progressive des fossiles.

Laurent Fabius, principal artisan de l'accord, et François Hollande, alors président de la République.

© JULIO CORTEZ/AP/SIPA - WITT/POOL/REA - EUROPEAN UNION

DÉCEMBRE 2019
Lancement du Pacte vert pour l'Europe ("European Green Deal"), qui engage l'Union européenne vers la neutralité climatique pour l'année 2050.

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne.

2023
Les investissements dans les énergies renouvelables dépassent ceux des combustibles fossiles à l'échelle mondiale.

OCTOBRE 2024
Un rapport de l'Agence internationale de l'énergie prévoit un pic (maximum) de consommation des énergies fossiles pour 2030.

Fatih Birol, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

© ALBAN PERNET/REA - JUSTIN TALLIS/WPA POOL/GETTY/AFP